

Traduction française de l'interview au Süddeutsche Zeitung

SZ : L'économie européenne est dans un mauvais état. Quel est le rôle à jouer de la BCE dans ce contexte ?

Trichet : Le rôle de la BCE, comme il est défini dans les textes, c'est de préserver la stabilité monétaire, la stabilité des prix et, cela faisant, créer des conditions pour une croissance durable. La stabilité des prix, objectif de l'Eurosystème, est une condition nécessaire de la croissance, de la création des emplois et de la lutte contre le chômage.

Deuxièmement, lorsque les pressions inflationnistes baissent, grâce, en particulier à notre vigilance, et lorsque notre objectif de stabilité des prix nous paraît assuré, la BCE peut baisser les taux, comme l'a expliqué notre Président Wim Duisenberg : c'est ce que nous avons fait à quatre reprises au cours des derniers mois.

Troisièmement, on sous-estime parfois la contribution que les crédits et les financements en Europe ont apporté au développement de l'économie européenne au cours des années récentes. Je ne crois pas qu'on puisse dire que l'économie européenne a jamais manqué de liquidité pour financer son propre développement depuis la création de l'euro. S'il y a donc un ralentissement cyclique, je ne vois pas qu'on puisse l'attribuer à l'action de la BCE et de son Conseil des gouverneurs, qui, au contraire, a été de manière constante prête à accompagner le développement économique.

SZ : Quelle est la différence entre la stratégie très active de la Federal Reserve aux États-Unis et celle, plus prudente, de la BCE ?

Trichet : Ce n'est pas à moi de commenter la politique de la Fed. Mais j'ai pleinement confiance dans la capacité de la Fed d'analyser la situation et de prendre des décisions appropriées. En ce qui concerne la BCE, je suis naturellement entièrement de l'avis que ce que nous avons fait était approprié dans le cas européen. Quand on apprécie la contribution de la Banque centrale européenne et de l'Eurosystème, rappelons-nous ce qui s'est passé juste avant la création de l'euro. L'opinion d'une grande partie du marché était que l'euro serait la moyenne arithmétique pondérée des monnaies composantes et donc n'aurait pas l'héritage des monnaies européennes les plus crédibles : dans cette hypothèse, nos taux d'intérêt de marché à 2 ans, 5 ans, 10 ans, 30 ans auraient été la moyenne arithmétique pondérée des taux de toutes les monnaies composant l'euro. La Banque de France, pour sa part, avant la création de l'euro, avait souligné que le traité de Maastricht était fondé sur la convergence vers les monnaies les plus solides et les plus crédibles, fondé donc sur un principe de benchmarking et certainement pas de convergence vers la moyenne. Une telle position avait été défendue, avec succès, aussi par la Bundesbank et par plusieurs autres banques centrales. Si bien que l'euro a effectivement bénéficié des taux de marché les meilleurs en Europe. C'est la raison pour laquelle les taux de marché à 5 ans, 10 ans en Allemagne sont de même nature qu'avant l'euro et pour laquelle ils ont beaucoup baissé dans la zone euro dans son ensemble. Ceci parce que la BCE a préservé la crédibilité de l'euro et la confiance des épargnants dans cette monnaie. C'est une contribution discrète, mais très importante, à la croissance de l'économie européenne dans son ensemble.

SZ : Mais trouvez-vous adéquat l'écart des taux entre les États-Unis et l'Europe ?

Trichet : Au moment où je parle, les taux d'intérêt à dix ans des trésors européens, en particulier allemand, en euros sont inférieurs aux taux d'intérêt à dix ans du trésor américain en dollar. Ça me paraît très important, parce que ce n'est pas nécessairement perçu par le

public. C'est fondamental. Ce qui compte pour nous et ce qui exprime la confiance et le succès de l'euro, ce sont en particulier les taux à long terme.

SZ : Quelle est votre position sur la valeur de l'euro, lequel reste toujours à un niveau assez bas ?

Trichet : Un euro fort est dans l'intérêt de l'économie européenne.

SZ : Depuis la création de la BCE il y a des acteurs politiques qui plaident en faveur d'un renforcement de la politique en matière de politique monétaire et au détriment de la BCE. Que pensez-vous de cette discussion ?

Trichet : La Banque centrale européenne, comme tous les grandes banques centrales, est indépendante par la volonté de nos propres démocraties, de même que les banques centrales nationales auparavant. Cette indépendance, garantie par le traité de Maastricht, renforce la confiance dans la monnaie. Cette confiance est un atout pour l'Europe.

SZ : Une bonne politique monétaire, menée par une Banque centrale européenne, ne suffit pas à elle seule pour créer croissance, emplois et réduire le chômage. Qu'est-ce qu'il faudrait en plus ? Quel est votre bilan d'accompagnement de votre politique par la politique économique ?

Trichet : Une bonne politique monétaire est la condition nécessaire pour avoir une croissance durable, parce que non inflationniste, créatrice d'emplois et une lutte efficace contre le chômage, mais, c'est vrai, elle ne suffit pas à elle seule. Je crois profondément que si l'on veut élever le potentiel de croissance non inflationniste de l'économie européenne, des réformes structurelles sont nécessaires. C'est ce que Wim Duisenberg a expliqué en notre nom à tous.

SZ : Est-ce que vous ne trouvez pas inquiétant le développement des déficits dans plusieurs pays européens, notamment en Allemagne ?

Trichet : Je ne veux porter aucun jugement sur la politique menée en Allemagne. Je dirais simplement que j'ai été moi-même rassuré que la totalité des ministres des Finances européens réaffirme leur attachement au Pacte de stabilité et de croissance. C'est un élément de confiance très important pour l'Europe.

SZ : Comment voyez-vous le conflit entre une stricte acceptation du Pacte de stabilité et le besoin de plus de flexibilité afin de stabiliser l'économie ?

Trichet : D'abord, je ne crois pas qu'il y ait de conflit. La stricte observance du Pacte de stabilité et de croissance est évidemment indispensable. En le respectant strictement, on a d'autant plus de marges de manœuvre en période de ralentissement cyclique que l'on a été actif pour la réduction de la dépense et la réduction des déficits dans la période des vaches grasses.

SZ : La Banque centrale européenne est souvent critiquée à propos d'un manque de démocratie et de transparence. Est-ce que le rôle d'une Banque centrale indépendante est vraiment largement accepté, notamment en France ?

Trichet : Il n'y a pas de différence entre la France et l'Allemagne concernant l'attachement populaire à la stabilité monétaire.

L'indépendance des banques centrales a été voulue par nos démocraties, soit par des votes majoritaires des Parlements, soit directement par référendum, comme en France. À titre d'exemple, l'indépendance de la Banque de France et de la BCE a été acquise en France par un large consensus multipartisan, confirmé par un vote populaire.

SZ : Est-ce qu'il faut avoir un moteur franco-allemand plus fort pour avancer en Europe ?

Trichet : Il faut une coopération des quinze et, dans le domaine de la zone euro, des douze. C'est ce qui est voulu par le Traité et par le bon sens.

Au sein des douze, je ne doute pas que la France et l'Allemagne se montrent particulièrement désireuses d'une coopération collective aussi active que possible pour avoir un effet positif. Je vois donc une action positive, mais certainement pas un cavalier seul des Français et des Allemands, parce que nous sommes dans un système qui est très collégial et très cohérent au niveau de l'ensemble des douze.

SZ : Mais faut-il aller plus loin en domaine économique ?

Trichet : Avec l'Union économique et monétaire, avec le Pacte de stabilité et de croissance, on va loin. Le pacte de stabilité permet d'imposer des sanctions très sérieuses, et même des amendes, si la politique budgétaire n'est pas conforme. Cela n'existe ni aux États-Unis, s'agissant de la politique budgétaire des États membres de l'Union américaine, ni en Suisse ou en Allemagne contre les Länder. Je suis parfois frappé de voir à quel point on sous-estime les avancées de l'union politique dans le domaine de l'union économique et pas seulement en matière monétaire. Il est donc d'abord dans notre obligation de bien faire fonctionner l'union économique et monétaire telle qu'elle est. En tant que citoyen, et non pas comme Banquier central, je pense que nous avons maintenant aussi des progrès à faire en matière de diplomatie, de sécurité, de défense.

SZ : N'y a-t-il pas beaucoup de malentendus entre le Colbertisme français et « l'Ordnungspolitik » allemande ?

Trichet : Je crois que mon ami Ernst Welteke vous ferait la même réponse que moi. Je vois beaucoup plus de proximité entre la France et l'Allemagne que de différences, tant dans les problèmes qui se posent à elles que dans l'approche vis-à-vis de ces problèmes. Et je crois que l'Allemagne et la France, comme tous les pays de la zone euro, ont fondamentalement à la fois des atouts considérables, un potentiel remarquable et un problème de réformes structurelles, lesquelles sont de la même nature.

SZ : Quel est votre position sur l'élargissement de l'union européenne au niveau de la politique monétaire ?

Trichet : Je crois que l'élargissement est une très grande chance pour l'Europe et sa croissance future. Pour ce qui est de l'entrée éventuelle dans l'euro, je dirais que c'est une affaire très sérieuse qui exige d'abord l'entrée dans l'union européenne, ensuite la satisfaction entière et rigoureuse de tous les critères de Maastricht.

SZ : Dans quelle mesure la discussion sur la date de démission de Monsieur Duisenberg gêne-t-elle le travail quotidien de la BCE ?

Trichet : Aucun commentaire. Nous avons un excellent et remarquable Président de la BCE. C'est tout.